



Lettre n° 94 du 2 juin 2019

Au sommaire :

- **Pour le plein emploi, nos luttes pour l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre toutes et tous !**
- « Une vague verte », nouvelle mouture de la gauche qui n'est « ni de gauche ni de droite », une impasse... - Bruno Bajou

Pour le plein emploi, nos luttes pour l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre toutes et tous !

L'annonce par General Electric de la suppression de 1044 emplois dans l'usine ex-Alstom de Belfort rend bien dérisoire l'annonce que vient de faire l'Insee d'une baisse de 0,8 % du chômage au 4ème trimestre 2018. D'autant que ces licenciements s'ajoutent à une liste déjà longue : dans la distribution, Castorama va supprimer près de 800 postes, à Auchan 700 sont menacés, à Carrefour 3 000 et le groupe Rally, qui possède Casino, croule sous les dettes. Dans l'industrie, entre 400 et 800 emplois sont menacés à l'usine Bosch de Rodez ; British Steel, repreneur d'Ascoval, vient d'être déclaré en faillite ; un an après son rachat, l'ancienne usine Whirpool d'Amiens est de nouveau en redressement judiciaire ; à Mulhouse, un millier d'emplois vont disparaître à PSA ; à Blanquefort, le plan de fermeture de l'usine Ford est en cours, touchant 850 salariés, etc.

Et ce n'est certainement pas le « pacte productif » annoncé par Macron lors de sa conférence de presse du 25 avril, nous promettant le plein emploi pour 2025, qui mettra un terme à l'hémorragie. Les promesses de Macron et du gouvernement, leur bluff et leurs mensonges, tout comme ceux de leurs prédécesseurs, on les connaît... On a vu le ministre de l'économie Le Maire à l'œuvre dans certains de ces « dossiers », comme par exemple à Ford. Macron, alors ministre de l'économie de Hollande, a piloté la vente d'Alstom Energie à General Electric fin 2014, avec la promesse de ce dernier de créer 1000 emplois supplémentaires... Et qui pourrait croire à leur prétendue volonté de développer l'emploi alors qu'ils en liquident des dizaines de milliers dans la Fonction publique ?

Le RN dénonce, dans le gouvernement, « un collectif de golden-boys [...] bien impuissants [face à] l'accumulation

considérable de plans sociaux massifs. [...] L'Etat doit jouer son rôle de stratégie et de protecteur... »

Oui, Macron et son gouvernement sont impuissants face aux décisions des grands groupes financiers et industriels, aux vagues de concentrations qui s'accroissent avec l'exacerbation de la concurrence et le ralentissement de la croissance. Mais il ne s'agit pas d'une question de « volonté politique », Le Pen le serait tout autant, la gauche le fut, et pour les mêmes raisons.

Macron et son gouvernement, comme ses prédécesseurs et ceux qui lui succéderont, ne sont que les exécutants de basses œuvres des grands actionnaires des multinationales financières et industrielles qui contrôlent réellement l'économie. Quant à jouer leur rôle de « stratégie et protecteur », plus précisément assurer la gouvernance dont les capitalistes auraient besoin pour que leurs intérêts généraux en tant que classe soient un minimum équilibrés face à l'anarchie destructrice qui émane de la concurrence, des lois du marché, d'une économie soumise à la propriété privée, c'est devenu impossible, à l'échelle de la planète.

L'impuissance économique et financière des gouvernements, les crises politiques dans lesquelles ils s'enlisent, traduisent le fait que le capitalisme financier mondialisé est aujourd'hui au bord d'une faillite généralisée. Les capitalistes et les gouvernements aux ordres n'en retardent l'échéance qu'au prix d'une guerre permanente contre les salariés et les peuples en accentuant les rapports d'exploitation, en opposant la répression des flics et des tribunaux aux révoltes qui en émergent.

La lutte pour l'emploi, contre les licenciements, est un combat social et politique qui ne peut rien attendre des pouvoirs publics. Bien au contraire, nos luttes ne pourront

contribuer à construire un rapport de force qui nous soit favorable qu'en nous émancipant de ces illusions, en identifiant et en désignant clairement nos ennemis de classe. Lutter pour l'interdiction des licenciements, pour la répartition du travail entre toutes et tous avec la garantie

d'un salaire décent, c'est remettre en cause la mécanique mortifère qui règne sur le système économique de cette société, le droit d'une minorité à décider de qui peut travailler ou pas, vivre dignement ou pas.

« Une vague verte », nouvelle mouture de la gauche qui n'est « ni de gauche ni de droite », une impasse...

Lors de la soirée électorale du 26 mai, fort de ses 13,5 % des voix, Yannick Jadot s'est réjoui qu'EELV devienne « la troisième force politique de France » derrière le RN et LREM, mais nettement devant le Parti socialiste (6,2 %), la France insoumise (6,3 %) et le Parti communiste (2,5 %).

« *C'est une vague verte européenne dont nous sommes les acteurs* » a-t-il rajouté et, effectivement, les partis écologistes ont eu de bons résultats dans la plus grande partie de l'Europe. En Allemagne les Grünen atteignent 21 % arrivant deuxième devant la social-démocratie, comme en Finlande où la Ligue verte atteint 16 %. En Irlande avec 15 % le Green Party arrive en troisième position.

Ce n'est pas la première fois qu'aux élections européennes, les partis écologistes obtiennent de tels résultats. Ainsi en 2009 en France, les Verts avaient totalisé 16 % et se voyaient déjà l'axe d'une grande coalition électorale qui n'a jamais abouti... en 2012, à la présidentielle, Eva Joly n'obtenait que 2,6 %.

Des succès électoraux qui interviennent dans un contexte nouveau

Les partis écologistes ont pu profiter du discrédit des partis gouvernementaux de droite comme de gauche qui depuis des décennies mènent les mêmes politiques d'austérité et qui maintenant, un peu partout en Europe, s'effondrent.

Mais leur succès est aussi l'expression électorale, donc en partie déformée, de la prise de conscience croissante et en particulier dans la jeunesse, des problèmes écologiques.

Depuis plusieurs mois les marches pour le climat se succèdent, renforcées depuis l'été dernier, par les mobilisations de la jeunesse avec, à travers le monde, des journées de grève de lycéens qui expriment leur inquiétude face aux ravages écologiques engendrés par le capitalisme et leur révolte face à l'inertie des gouvernements.

C'est d'ailleurs le vote de la jeunesse qui explique le petit sursaut de participation comme le succès des listes écologistes notamment en France où 25 % des 18-24 ans et 28 % des 25-34 ans ont voté pour la liste d'EELV. Jadot a ainsi pu s'en prévaloir : « *Il n'est pas exclu ce soir que l'écologie soit la première force politique chez les jeunes, c'est un magnifique message d'avenir* »... certes mais pas sûr que la jeunesse se retrouve dans les petites manœuvres politiciennes qui semblent se dessiner autour de ce succès.

Grandes manœuvres pour construire une « nouvelle force politique » autour de l'écologie

Ces manœuvres se réduisent pour certains à l'espoir de recomposer une nouvelle mouture d'une gauche institutionnelle autour de l'écologie... pouvant définitivement abandonner toute référence aux luttes sociales au nom de valeurs éthiques et de l'impératif de « *sauver la planète* ». Mais grisé par son succès, Jadot espère imposer EELV comme la seule force capable d'occuper la place longtemps tenue par la gauche... et sans autre perspective que de jouer le même rôle, celui d'une force institutionnelle participant à la gestion d'un capitalisme en crise. David Cormand, secrétaire national d'EELV, en appelle ainsi à construire une « *nouvelle force politique* » car poursuit-il, « *après l'effondrement des deux piliers qu'étaient le bloc de droite et le bloc social-démocrate, nous travaillons à faire émerger une alternative à Emmanuel Macron et à Marine Le Pen.* »

EELV se sent en position de force pour repousser pour le moment et au grand désespoir des partis de gauche, toute idée de coalition, préférant se tourner vers Génération écologie... ou le parti animaliste ! Sur quelle base politique ? Pendant la campagne Jadot s'est positionné comme étant ni de droite, ni de gauche, rejetant à la fois le libéralisme et le socialisme, au nom d'une écologie pragmatique qui lui faisait dire début mars « *Bien entendu que les écologistes sont pour le commerce, la libre entreprise et l'innovation.* »

En France comme en Allemagne et dans tout l'Europe, les partis de l'écologie politique sont parfaitement intégrés aux jeux institutionnels comme à l'économie de marché et sont prêts, au nom de l'écologie, à s'allier à bien d'autres forces politiques. D'autant que comme la campagne des européennes l'a montré, l'écologie est utilisée par tous les partis institutionnels comme faire-valoir progressiste qui peut servir à justifier toutes les politiques même les plus réactionnaires. La palme du ridicule et du cynisme revient à Macron et la liste LREM conduite par Nathalie Loiseau qui ont fait de l'écologie leur axe principal alors que les taxes sur les carburants qu'ils ont voulu imposer ont déclenché la révolte des Gilets jaunes qui se poursuit depuis 6 mois.

Donner aux prises de conscience de la jeunesse un contenu de classe

Il ne faudra certainement pas longtemps pour que, malgré les manœuvres des uns et des autres, la jeunesse fasse l'expérience de l'hypocrisie de ces politiciens qui, à travers l'écologie, ne cherchent qu'à dévoyer leur légitime inquiétude et leur révolte sur le terrain électoral pour se hisser au pouvoir en promettant quelques vagues réformes sans remettre en cause le système capitaliste.

Or tout au contraire, les questions écologiques doivent s'intégrer au combat social plus global contre la domination des multinationales et de la minorité qui les dirige, qui imposent leur parasitisme à toute la planète entraînant pillage des richesses et ravages de l'environnement.

C'est un combat de classe qui rejoint celui du monde du travail et des peuples qui, en toute indépendance des institutions et des calculs politiques, ne peuvent compter que sur leur organisation et leurs luttes pour ouvrir un autre avenir pour l'ensemble de la société. Cet avenir implique la remise en cause de la propriété capitaliste pour mettre en place une planification démocratique de l'économie mondiale prenant en compte les besoins réels des populations comme la nécessaire préservation de notre environnement.

Bruno Bajou